

RCS : PERPIGNAN

Code greffe : 6601

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 00107

Numéro SIREN : 834 938 094

Nom ou dénomination : POLE PROMOTION

Ce dépôt a été enregistré le 20/11/2019 sous le numéro de dépôt A2019/007462

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **DE PERPIGNAN**

A2019/007462

**Dénomination :** POLE PROMOTION  
**Adresse :** 14 Rue Alphonse Beau De Rochas Mas Guérido 66330 CABESTANY  
**N° de gestion :** 2018B00107  
**N° d'identification :** 834938094  
**N° de dépôt :** A2019/007462  
**Date du dépôt :** 20/11/2019  
**Pièce :** Décision(s) de l'associé unique du 27/09/2019 DASU

595630



595630

**POLE PROMOTION**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**

**Au capital de 1.500 €**

**Siège social : 15 Rue Monique Serf dite Barbara**

**66330 CABESTANY**

**RCS PERPIGNAN 834 938 094**

---

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE**

**DU 27 SEPTEMBRE 2019**

Le 27 septembre 2019, au siège social,

**La SARL « DEMETER AMENAGEMENT »**

Société A Responsabilité Limitée au capital de 2 000 €

dont le siège social est situé à CABESTANY (66330) 15 rue Monique Serf,

Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 853 754 083,

Représentée par son gérant, Monsieur Jérôme FERRER,

Propriétaire de la totalité des 150 parts de 10 euros composant le capital social de la Société POLE PROMOTION suite à l'acquisition ce jour de l'intégralité des parts de la Société POLE PROMOTION auprès de la Société POLE AMENAGEMENT et de la Société EDIFICE AMENAGEMENT.

Associée unique de ladite société,

En présence du gérant, non associé, Monsieur Jérôme FERRER,

**A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :**

- Modification de l'article 1 « FORME » ;
- Transfert de siège social et modification de l'article 4 « SIEGE » ;
- Modification de l'article 7 « CAPITAL » ;
- Refonte des statuts ;
- Pouvoirs à donner en vue des formalités.

**PREMIERE DECISION**

L'associée unique décide, compte tenu de l'acquisition ce jour de l'intégralité des parts de la Société, de modifier l'article 1<sup>er</sup> des statuts, comme suit à compter de ce jour :

WF

#### **« ARTICLE 1er - FORME**

*La société est une société à responsabilité limitée. Elle est régie par les présents statuts établis sous seing privé.*

*Elle a un caractère unipersonnel, qu'elle peut perdre sans modification de sa forme ».*

#### **DEUXIEME DECISION**

L'associée unique décide de transférer le siège social de CABESTANY (66330) 15 rue Monique Serf dite Barbara, à CABESTANY (66330), 14 Rue Alphonse Beau de Rochas - Mas Guérido et ce, à compter de ce jour.

En conséquence, l'article 4 des statuts est modifié comme suit, à compter de ce jour :

#### **« ARTICLE 4 – SIEGE**

*Le siège de la société est fixé à CABESTANY (66330), 14 Rue Alphonse Beau de Rochas - Mas Guérido.*

*Il peut être déplacé dans le même département ou dans un département limitrophe par décision de la gérance suivant les modalités fixées par les dispositions légales. »*

#### **TROISIEME DECISION**

L'associée unique décide, compte tenu de l'acquisition ce jour de l'intégralité des parts de la Société de modifier l'articles 7 des statuts, comme suit à compter de ce jour :

#### **« ARTICLE 7 - CAPITAL - PARTS SOCIALES**

*Le capital social est fixé à MILLE CINQ CENTS EUROS.*

*Il est divisé en CENT CINQUANTE (150) parts sociales égales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 1 à 150.*

*Suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 27 septembre 2019, les CENT CINQUANTE (150) parts composant le capital social, appartiennent en totalité à l'associé unique, la SARL DEMETER AMENAGEMENT. »*

#### **QUATRIEME DECISION**

L'associée unique décide, compte tenu du caractère unipersonnel de la Société suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 27 septembre 2019, de procéder à une refonte des statuts de la Société.

En conséquence, l'associée unique après avoir pris connaissance du nouveau projet de statuts, adopte article par article puis dans son ensemble, le texte des statuts régissant la Société sous sa nouvelle forme unipersonnelle et dont un exemplaire est et demeurera annexé au présent procès-verbal.

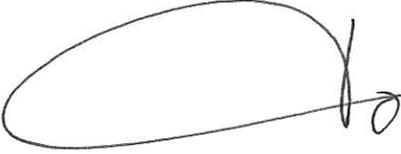
#### **CINQUIEME DECISION**

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités.

\*\*\*\*\*

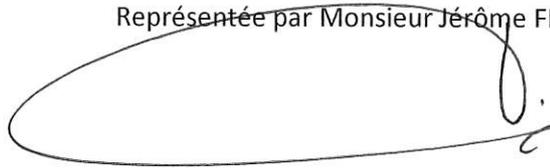
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'Associée unique et le Gérant et répertorié sur le registre des décisions de l'associée unique.

Monsieur Jérôme FERRER



SARL DEMETER AMENAGEMENT

Représentée par Monsieur Jérôme FERRER





**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **DE PERPIGNAN**

A2019/007462

**Dénomination :** POLE PROMOTION  
**Adresse :** 14 Rue Alphonse Beau De Rochas Mas Guérido 66330 CABESTANY  
**N° de gestion :** 2018B00107  
**N° d'identification :** 834938094  
**N° de dépôt :** A2019/007462  
**Date du dépôt :** 20/11/2019  
**Pièce :** Acte sous seing privé du 27/09/2019 ASSP



595629



595629

---

## ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

---

### ENTRE LES SOUSSIGNEES :

#### La Société POLE AMENAGEMENT

Société A Responsabilité Limitée au capital de 10.000 €  
dont le siège social est situé à CABESTANY (66330) 15 rue Monique Serf,  
Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro  
824 308 670

Représentée par son Gérant, Monsieur Jérôme FERRER,  
dûment habilité à l'effet des présentes,

ET

#### La Société EDIFICE AMENAGEMENT

Société Par Actions Simplifiée au capital de 5.000 €  
dont le siège social est situé à TRESSERRE (66300) 18, rue du Vallespir,  
Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro  
832 872 527

Représentée par son Président, Monsieur Sébastien BOBO,  
dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommés « LES CEDANTS »

### DE PREMIERE PART

#### La SARL « DEMETER AMENAGEMENT »

Société A Responsabilité Limitée au capital de 2 000 €  
dont le siège social est situé à CABESTANY (66330) 15 rue Monique Serf,  
Immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de PERPIGNAN sous le numéro  
853 754 083,

Représentée par l'un des cogérants, Monsieur Jérôme FERRER,  
dûment habilité à l'effet des présentes aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale  
ordinaire du 26 septembre 2019

ci-après dénommée « LE CESSIONNAIRE »

### DE SECONDE PART

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 	P/ SARL EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 
----------	--	--	---



Les CEDANTS et le CESSIONNAIRE, ci-après dénommés collectivement les « PARTIES » et, individuellement, une « PARTIE ».

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE :**

Les CEDANTS sont propriétaires de CENT CINQUANTE (150) parts sociales sur les CENT CINQUANTE (150) parts sociales numérotées de 1 à 150 constitutives du capital social de la Société :

**POLE PROMOTION**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**  
**Au capital de 1.500 €**  
**Siège social : 15 Rue Monique Serf dite Barbara**  
**66330 CABESTANY**  
**RCS PERPIGNAN 834 938 094**

ci-après dénommée la « SOCIETE ».

Le capital social de la SOCIETE est composé de CENT CINQUANTE (150) parts sociales de QUINZE (10) euros de nominal réparties comme suit :

la Société POLE AMENAGEMENT	75 parts sociales numérotées de 1 à 50 et de 126 à 150
la Société EDIFICE AMENAGEMENT	75 parts sociales numérotées de 51 à 125
<b>TOTAL</b>	<b>150 parts sociales numérotées de 1 à 150</b>

La SOCIETE a pour principal objet :

- « l'acquisition de tous terrains et leur aménagement en terrains à bâtir,
- la cession de tous terrains,
- la cession des parcelles loties après les opérations de lotissement,
- la promotion immobilière ».

Il est rappelé qu'aux termes de l'article 11 des statuts de la SOCIETE, « La cession des parts à toute personne, même entre associés, entre ascendants, descendants et conjoints, est soumise à l'unanimité de tous les associés de la société et notamment le cédant et le cessionnaire si ce dernier est associé. ».

LES CEDANTS ont fait connaître leur intention de céder la totalité de leurs parts sociales de la SOCIETE, soit 150 parts sociales numérotées de 1 à 150.

Le CESSIONNAIRE a manifesté son intérêt pour l'acquisition des parts sociales détenues par LES CEDANTS.

En conséquence de ce qui précède, les PARTIES se sont rapprochées en vue de signer ce jour le présent acte de cession de parts sociales.

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 	P/ SAS EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO 	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 
----------	--	--	---

**ET CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : OBJET**

La Société POLE AMENAGEMENT, cède et transporte la pleine propriété de SOIXANTE-QUINZE (75) parts sociales numérotées de 1 à 50 et de 126 à 150 qu'il possède en pleine propriété dans le capital de LA SOCIETE, à la Société DEMETER AMENAGEMENT, qui déclare les acquérir.

La Société EDIFICE AMENAGEMENT, cède et transporte la pleine propriété de SOIXANTE-QUINZE (75) parts sociales numérotées de 51 à 125, qu'il possède en pleine propriété dans le capital de LA SOCIETE, à la Société DEMETER AMENAGEMENT, qui déclare les acquérir.

Le CESSIONNAIRE deviendra propriétaire des parts sociales de la SOCIETE ainsi cédées à compter de la date des présentes, avec tous les droits y attachés.

A cet effet, les CEDANTS mettent et subrogent le CESSIONNAIRE dans tous les droits et obligations attachés aux 150 parts sociales numérotées de 1 à 150 cédées de la SOCIETE.

En ce qui concerne les droits à dividendes, le CESSIONNAIRE a seul droit à tous les dividendes et acomptes sur dividendes qui viendraient à être distribués par la SOCIETE à compter de la date des présentes, qu'ils proviennent de l'exercice en cours ou de réserves antérieurement constituées.

**ARTICLE 2 : PRIX**

La présente cession de parts sociales est consentie par les CEDANTS, au prix de MILLE CINQ CENTS (1 500) EUROS, soit un prix unitaire de DIX Euros (10 €) par part.

La Société DEMETER AMENAGEMENT remet ce jour à la Société POLE AMENAGEMENT, un chèque n° 4901816 de SEPT CENT CINQUANTE (750) EUROS correspondant à l'acquisition des SOIXANTE-QUINZE (75) parts sociales numérotées de 1 à 50 et de 126 à 150, ce qui est reconnu et accepté par la Société POLE AMENAGEMENT, qui en donne bonne et valable quittance, sous réserve d'encaissement.

**DONT QUITTANCE sous réserve d'encaissement.**

La Société DEMETER AMENAGEMENT remet ce jour à la Société EDIFICE AMENAGEMENT, un chèque n° 4901817 de SEPT CENT CINQUANTE (750) EUROS correspondant à l'acquisition des SOIXANTE-QUINZE (75) parts sociales numérotées de 51 à 125, ce qui est reconnu et accepté par la Société EDIFICE AMENAGEMENT, qui en donne bonne et valable quittance, sous réserve d'encaissement.

**DONT QUITTANCE sous réserve d'encaissement.**

**ARTICLE 3 – AUTORISATION DE LA CESSION- AGREMENT**

L'agrément des associés, requis au titre de la présente cession de parts sociales en application de l'article 11 des statuts de la SOCIETE est donné à l'instant même à l'unanimité des associés tous signataires des présentes.

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 	P/ SAS EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO 	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 
----------	--	--	---

A cet effet, les associés de la SOCIETE déclarent, à l'unanimité, avoir eu connaissance du projet de cession et donner leur plein accord à la cession de parts sociales, objet des présentes.

#### **ARTICLE 4 – DECLARATIONS ET GARANTIES**

Les CEDANTS déclarent et garantissent que :

- ils sont, à la date des présentes, propriétaires des PARTS SOCIALES,
- les PARTS SOCIALES sont libres de tout gage, sûreté, nantissement et plus généralement de tout droit quelconque au profit d'un tiers ;
- que ses PARTS SOCIALES ont été valablement émises, souscrites et sont entièrement libérées, et n'ont pas été amorties;
- qu'ils ont la pleine capacité et tous pouvoirs et autorisations pour s'engager au titre des présentes ;
- la Société n'emploie pas de personnel et donc que l'obligation visée à l'article L23-10-1 du Code de commerce n'est pas applicable,
- que, rien dans leur situation juridique ne s'oppose, à la date des présentes, à la réalisation des opérations leur incombant visées aux présentes.
- qu'ils ne sont pas, à la date des présentes, en situation de redressement ou liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;
- qu'ils ne sont pas garants d'obligations de la SOCIETE et qu'ils n'ont pas notamment consenti aucune caution en garantie d'engagements de cette dernière.

Les comptes courant des associés seront remboursés par la Société dans les 60 jours des présentes.

Le CESSIONNAIRE la Société DEMETER AMENAGEMENT représentée par son Gérant, désigné en tête des présentes, déclare et garantit que :

- qu'il a la pleine capacité et tous pouvoirs et autorisations pour s'engager au titre des présentes ;
- qu'ayant pu obtenir tous les éléments nécessaires à son information sur la situation tant active que passive de la SOCIETE, pour les parts sociales achetées, il renonce expressément à demander aux CEDANTS une garantie conventionnelle ; l'acquéreur ayant été averti du caractère non usuel de cette clause, décharge expressément le rédacteur des présentes, des conséquences de l'absence de mise en place d'une garantie conventionnelle.
- que rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la réalisation des opérations lui incombant visées aux présentes;
- qu'il n'est pas, à la date des présentes, en situation de redressement ou liquidation judiciaires ou de cessation des paiements.

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER	P/ SAS EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER
----------	--	---	---

## ARTICLE 5 : MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIETE

Les modifications statutaires découlant de la présente cession de parts sociales seront opérées par l'associée unique, la Société DEMETER AMENAGEMENT à l'issue de la signature des présentes.

## ARTICLE 6 : OPPOSABILITE - SIGNIFICATION- DÉPÔT

La présente cession de parts sociales sera rendue opposable à la SOCIETE, soit par réalisation des formalités prévues à l'article 1690 du Code civil, soit par le dépôt d'un original du présent acte au siège social de la SOCIETE, contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle ne sera opposable aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités visées à l'alinéa ci-dessus et le dépôt des statuts modifiés au greffe du Tribunal de Commerce de PERPIGNAN.

## ARTICLE 7 : FRAIS

Les frais et droits des présentes relatifs aux cessions, seront supportés par LE CESSIONNAIRE.

## ARTICLE 8 : OBLIGATIONS FISCALES

### Plus-value

Les CEDANTS déclarent ne pas avoir réalisé de plus-value.

### Enregistrement

Le présent acte de cession de parts sociales sera soumis à la formalité de l'enregistrement à la diligence du CESSIONNAIRE dans les 30 jours suivant la date des présentes.

Conformément aux dispositions de l'article 726 du Code Général des Impôts, et dès lors que la présente cession ne porte pas sur des titres de société à prépondérance immobilière, le présent acte de cession sera enregistré au droit de 3 % après application, sur la valeur de chaque part sociale cédée, d'un abattement égal au rapport entre la somme de 23 000 € et le nombre total de parts sociales de la société.

Le coût des droits d'enregistrement sera à la charge exclusive du CESSIONNAIRE, qui s'y oblige.

## Article 9 - LOI APPLICABLE

Le présent acte de cession est soumis et interprété conformément au Droit Français.

Fait à TOULOUGES  
le 27 septembre 2019

En 5 exemplaires, dont un pour  
l'enregistrement, un pour chacune des  
parties et un pour le dépôt au siège social

La Société ~~POLE~~ AMENAGEMENT  
Représentée par son Gérant

### Les CEDANTS

La Société EDIFICE AMENAGEMENT  
Représentée par son Président

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 	P/ SAS EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO 	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 
----------	--	---	---

Monsieur Jérôme FERRER

Monsieur Sébastien BOBO

**LE CESSIONNAIRE**  
**La Société DEMETER AMENAGEMENT**  
Représentée par son Gérant  
Monsieur Jérôme FERRER



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
PERPIGNAN 1  
Le 23/10 2019 Dossier 2019 00073466, référence 6604P01 2019 A 05863  
Enregistrement : 50 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : Cinquante Euros  
Montant reçu : Cinquante Euros  
Le Contrôleur des finances publiques

  
Christine AMICHAUD  
Contrôleuse  
des Finances Publiques

Paraphes	P/ SARL POLE AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 	P/ SAS EDIFICE AMENAGEMENT M. Sébastien BOBO 	P/ SARL DEMETER AMENAGEMENT M. Jérôme FERRER 
----------	--	---	---

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE** .....  
..... **DE PERPIGNAN**

A2019/007462

**Dénomination :** POLE PROMOTION  
**Adresse :** 14 Rue Alphonse Beau De Rochas Mas Guérido 66330 CABESTANY  
**N° de gestion :** 2018B00107  
**N° d'identification :** 834938094  
**N° de dépôt :** A2019/007462  
**Date du dépôt :** 20/11/2019  
**Pièce :** Statuts mis à jour du 27/09/2019 STMJ



595628



595628

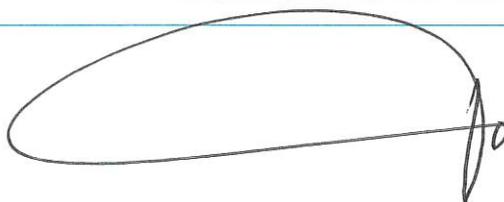
**POLE PROMOTION**  
**SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE**  
**Au capital de 1.500 €**  
**Siège social : 14 Rue Alphonse Beau de Rochas – Mas Guérido**  
**66330 CABESTANY**  
**RCS PERPIGNAN 834 938 094**

---

**STATUTS**

**MIS A JOUR LE 27 SEPTEMBRE 2019**

---

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, loopy initial 'A' followed by a vertical stroke and a small flourish.

**Copie Certifiée Conforme**



**ARTICLE 4 - SIEGE**

Le siège de la société est fixé à CABESTANY (66330), 14 Rue Alphonse Beau de Rochas - Mas Guérido.

Il peut être déplacé dans le même département ou dans un autre département français par la gérance, sous réserve de ratification par décision des associés prise à la majorité des deux tiers des parts sociales détenues par les associés présents.

**ARTICLE 5 - DUREE**

La durée de la société est fixée à QUATRE-VINGT DIX-NEUF (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par les associés à la majorité prévue pour la modification des statuts.

**ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

Les apports faits à la constitution de la société d'un montant de MILLE CINQ CENTS EUROS et formant le capital d'origine sont tous des apports de numéraire libérés dans la proportion prévue par la loi.

**ARTICLE 7 - CAPITAL**

Le capital social est fixé à MILLE CINQ CENTS EUROS.

Il est divisé en CENT CINQUANTE (150) parts sociales égales de DIX EUROS (10 €) chacune, numérotées de 1 à 150, entièrement souscrites par les associés et libérées dans les conditions indiquées aux présents statuts.

**ARTICLE 8 - REPARTITION DES PARTS SOCIALES**

Les parts composant le capital social sont réparties entre les mains de l'associé unique, comme suit :

- A la SARL DEMETER AMENAGEMENT,  
150 parts sociales portant les numéros 1 à 150, .....150.

**Total égal au nombre de parts composant le capital social.....150.**

## **ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL - EXISTENCE DE ROMPUS – EMISSION D'OBLIGATIONS**

1. Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions en vigueur.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts sociales à libérer en numéraire, ces parts sont obligatoirement libérées lors de la souscription d'un quart au moins de leur valeur nominale. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois dans le délai de 5 ans à compter du jour où l'augmentation du capital est devenue définitive.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu du paragraphe 1 de l'article 11 doit être agréée dans les conditions fixées audit paragraphe.

2. Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital, regroupement ou de division de parts, d'échanges de parts consécutifs à une opération de fusion ou de scission.

3. Si la société répond aux critères fixés par la loi, elle peut, sans faire d'offre au public, émettre des obligations nominatives. Cette émission est décidée par l'assemblée générale ordinaire des associés.

## **ARTICLE 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS**

1. Chaque part sociale donne à son titulaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans l'actif social.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par les associés.

2. Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives, il dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée pour les décisions ordinaires et le nu-propiétaire pour celles extraordinaires, sans préjudice du droit reconnu au nu-propiétaire de participer à toutes les décisions collectives.

3. La société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie qui ne sont pas prises en compte pour la formation du capital. Les droits attachés aux parts d'industrie sont fixés lors de leur création.

## **ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES PARTS - AGREMENT**

1. La cession des parts à toute personne, même entre associés, entre ascendants, descendants et conjoints, est soumise à l'unanimité de tous les associés de la société et notamment le cédant et le cessionnaire si ce dernier est associé. Pour l'application de cette règle, sauf dispositions particulières du présent article, le terme cession vise toutes transmissions entre vifs, à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine-propiété, la nue-propiété, l'usufruit ou la jouissance de parts sociales.

Le projet de cession à agréer est notifié à la société et à chacun des associés. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur ce projet ou consulter les associés sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant.

Si la cession est agréée, elle doit être régularisée dans les deux mois à compter de la notification d'agrément à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit à nouveau être soumis à l'agrément des associés.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter de la décision de refus, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil, sauf si le cédant renonce à son projet de cession. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont à la charge de la société. Ce délai de trois mois peut être prolongé à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

Avec le consentement du cédant, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal.

Pour assurer l'exécution des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat de parts émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

Si à l'expiration du délai imparti, l'achat ou le rachat des parts n'est pas intervenu, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, à la condition toutefois qu'il détienne ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en ait reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant. L'associé reste propriétaire de ses parts, s'il ne remplit aucune de ces conditions de détention.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues ou attribuées, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire ou l'attributaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession ou l'attribution, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire ou l'attributaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les délais et conditions prévus pour les décisions extraordinaires emportant réduction du capital social.

2. En cas de décès d'un associé, la société continue seulement avec les associés survivants. Les héritiers, ayants-droit et conjoint de l'associé décédé sont seulement créanciers de la valeur des parts de leur auteur, déterminée au jour du décès, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. En cas d'expertise, les frais de celle-ci sont à la charge de la société.

Les parts sont rachetées dans les six mois à compter de la date du décès soit par les associés survivants, en proportion de leur droit, soit par toute autre personne agréée à l'unanimité des associés survivants. Toutefois, si parmi les associés survivants, il existe un ou des héritiers de l'associé décédé, ceux-ci bénéficient d'une priorité de rachat des parts de la succession à charge par eux de procéder au règlement nécessaire des droits des autres héritiers.

Avec le consentement des héritiers, ayants-droit et éventuellement du conjoint, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts de l'associé décédé au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital.

A défaut d'accord contraire, la valeur des droits sociaux sera payée moitié à la date d'acceptation amiable du prix ou, en cas d'expertise, à la date de remise du rapport de l'expert fixant ce prix et le solde à l'expiration du délai d'un an à compter de la date du décès. Les acquéreurs des parts bénéficieront de la totalité des dividendes distribués au titre de l'exercice en cours à la date du décès.

3. En cas de dissolution de la communauté de biens entre époux, ayant pour cause le décès de l'époux associé, les parts inscrites à son nom sont également rachetées comme indiqué ci-dessus au paragraphe 2.

Si la dissolution de la communauté intervient du vivant de l'époux associé, celui-ci reste seul associé pour la totalité des parts communes à charge par lui de procéder au règlement nécessaire des droits de son conjoint ou des héritiers de ce dernier.

3. Si le conjoint commun en biens de l'associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint, il doit être agréé par une décision prise à l'unanimité des associés et notamment par l'époux associé.

En cas de refus d'agrément, l'époux associé conserve cette qualité pour la totalité des parts communes. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la notification, la qualité d'associé est également reconnue au conjoint pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

4. La transmission de parts ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de dissolution après réunion de toutes les parts en une seule main est assimilée à une cession et soumise à agrément dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

5. Toutes notifications de demandes, réponses, décisions, mises en demeure, actes et avis visées au présent article sont faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

## **ARTICLE 12 - DECES - LIQUIDATION JUDICIAIRE D'UN ASSOCIE**

1. Le décès, la liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou toutes autres mesures d'incapacité ou d'interdiction de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la société.

2. Si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions. Cette cessation peut également résulter d'absence ou d'empêchement mettant le gérant dans l'impossibilité d'assumer ses fonctions.

### **ARTICLE 13 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES ASSOCIES OU GERANTS - COMPTES COURANTS**

1. Les conventions intervenues entre la société et l'un de ses associés ou gérants, comme celles passées avec une autre société visée par les dispositions légales applicables à ces conventions, sont soumises à contrôle dans les conditions et selon les modalités prévues par ces dispositions. Si ces conventions sont conclues par un gérant non associé et qu'il n'existe pas de commissaire aux comptes, elles sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée ordinaire des associés. Cette procédure de contrôle ou d'approbation ne s'applique pas aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.
  
2. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés si ceux-ci sont des personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également à leurs conjoints, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux d'une personne morale associée.
  
3. Les associés peuvent laisser ou mettre à disposition de la société les fonds dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance. Sauf cas particulier à soumettre à la décision collective ordinaire des associés, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés.

### **ARTICLE 14 - NOMINATION DES GERANTS**

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision collective ordinaire des associés.

### **ARTICLE 15 - POUVOIRS DES GERANTS**

1. Dans les rapports avec les tiers, chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
  
2. Dans les rapports entre eux et entre associés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, ne peuvent être réalisées ou consenties qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire, sans que cette limitation de pouvoirs puisse être opposée aux tiers, les opérations suivantes :

- les emprunts à l'exception des découverts en banque et des dépôts consentis par des associés,
- les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- les investissements de plus de DIX MILLE EUROS (10.000€),
- tout placement bancaire,
- la concession totale ou partielle du fonds en location-gérance ou la prise en location-gérance d'un fonds de commerce,
- la conclusion ou la rupture d'un contrat de travail,
- la conclusion ou la résiliation d'un contrat de location,
- les hypothèques et nantissements sur les biens de la société,
- la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise de participation dans ces sociétés,
- l'adhésion à un groupement d'intérêt économique ou à tout autre groupement ou association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la société.

#### **ARTICLE 16 - OBLIGATIONS DES GERANTS - DELEGATIONS**

1. Le ou les gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Chacun d'eux ne peut, sans y avoir été préalablement autorisé par une décision ordinaire des associés, faire pour son compte personnel ou celui de tiers, aucune opération entrant dans l'objet social, ni occuper un emploi quelconque dans une entreprise concurrente.
2. Ils peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs et constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

#### **ARTICLE 17 - CESSATION DE FONCTIONS DES GERANTS**

1. Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision collective ordinaire des associés. Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, le gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.
2. Tout gérant peut résigner ses fonctions à tout moment en respectant un préavis de trois mois qui court à compter de la date d'information des associés. Si le préavis expire au cours du trimestre suivant la clôture d'un exercice, la date de la cessation de la fonction est reportée au dernier jour de ce trimestre. Par décision collective ordinaire, les associés peuvent dispenser le gérant de l'exécution du préavis. Les fonctions du gérant prennent également fin dans les cas prévus à l'article 12 ci-dessus.
3. Si le nom du gérant est mentionné dans les statuts, cette mention peut, en cas de cessation des fonctions de ce gérant pour quelque cause que ce soit, être supprimée par décision collective ordinaire des associés.

4. En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, le commissaire aux comptes, s'il existe ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder au remplacement du gérant. S'il s'agit de remplacer le gérant unique décédé, le délai de convocation est réduit à huit jours.

#### **ARTICLE 18 - REMUNERATION DES GERANTS**

Une décision collective ordinaire des associés fixe, s'il y a lieu, la rémunération fixe ou proportionnelle ou fixe et proportionnelle de chaque gérant. Celui-ci a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

#### **ARTICLE 19 - DECISIONS COLLECTIVES - FORME ET MODALITES**

1. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice, et pour procéder au remplacement du gérant en cas de décès du gérant unique.

2. Sous réserve des exceptions prévues par la réglementation, l'assemblée générale est convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il existe, au moyen d'une lettre recommandée expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés à son dernier domicile connu. L'assemblée peut également être convoquée par un associé dans les cas prévus à l'article 17 § 4. La convocation indique clairement l'ordre du jour de la réunion. Seules sont mises en délibération les questions qui y figurent.

Un ou plusieurs associés remplissant les conditions prévues par les dispositions en vigueur peuvent demander la réunion d'une assemblée.

A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès du gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales ; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Hors les cas où l'assemblée statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les associés qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conforme à la réglementation en vigueur, lorsque la gérance décide l'utilisation de tels moyens de participation antérieurement à la convocation de l'assemblée générale.

3. En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. Tout associé a droit de participer aux décisions collectives, sous réserve des interdictions pouvant résulter de la loi. Il peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que deux époux. Un associé peut également se faire représenter par un autre associé à condition que la société réunisse plus de deux associés. Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

5. Les procès-verbaux constatant les délibérations des assemblées sont établis sur un registre spécial tenu au siège social et signés dans les conditions fixées par les textes en vigueur. En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé. Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre des délibérations. L'acte lui-même ou sa copie est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre susvisé.

## **ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES**

1. Les associés, au moyen de décisions qualifiées d'ordinaires, se prononcent sur toutes propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modification des statuts ou autorisation de transmission de parts sociales soumise à agrément.

2. Sous réserves d'exceptions qui pourraient être précisées par les statuts, les décisions ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont convoqués ou consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première assemblée ou consultation.

## **ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES**

1. Les associés, au moyen de décisions qualifiées d'extraordinaires, se prononcent sur la modification des statuts, l'agrément en qualité d'associé ou l'autorisation de transmission de parts sociales soumise à agrément.

2. Les décisions extraordinaires doivent être adoptées :

- à l'unanimité des associés pour changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement ou transformer la société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,

- à l'unanimité des associés prévue à l'article 11 pour les décisions d'agrément,

- à la majorité des deux tiers des parts sociales détenues par les associés présents pour la ratification du transfert du siège social, par dérogation à l'article L. 223-30 al. 1 et 3 du Code de commerce.

- à la majorité ordinaire pour augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves ; cette règle de majorité est également applicable à la transformation en société anonyme dans le cas où les capitaux propres excèdent le chiffre fixé par les dispositions légales prévoyant cette opération,

- l'assemblée ne délibère valablement sur les autres décisions extraordinaires que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts sociales et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. Les décisions sont prises à la majorité des trois quarts des parts sociales détenues par les associés présents ou représentés.

## **ARTICLE 22 - INFORMATION DES ASSOCIES**

1. Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet qui s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires et qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

-  
L'assemblée d'approbation des comptes ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par la loi.

2. La désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée en justice selon les conditions et modalités déterminées par la loi.

### **ARTICLE 23 - CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

### **ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre.

### **ARTICLE 25 - COMPTES SOCIAUX**

1. A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels prévus par les dispositions légales et établit un rapport de gestion.

Les comptes annuels sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées conformément aux dispositions applicables.

2. Si la société remplit les conditions fixées par la loi, des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis.

3. Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

### **ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice. Sur ce bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

## **ARTICLE 27 - PAIEMENT DU DIVIDENDE**

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant. Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée ordinaire des associés ou, à défaut, par la gérance.

La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

## **ARTICLE 28 - PROROGATION**

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une décision extraordinaire de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

## **ARTICLE 29 - PERTE DU CAPITAL SOCIAL - DISSOLUTION**

1. Si les pertes constatées dans les documents comptables réduisent les capitaux propres en-dessous du chiffre fixé par les dispositions de la loi, la gérance est tenue de mettre en oeuvre la procédure légale s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

2. Même en l'absence de pertes, la dissolution anticipée peut résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

3. La réunion des parts en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la société. La société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

## **ARTICLE 30 - LIQUIDATION**

1. Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par les dispositions légales.

La dissolution met fin aux fonctions de la gérance et au mandat des commissaires aux comptes. Par exception, si la dissolution est prononcée par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire, les dirigeants demeurent en fonction.

2. Les associés, par une décision ordinaire, nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et la rémunération. Le mandat des liquidateurs, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté, par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus pour agir même séparément.

Pendant la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes conditions que durant la vie sociale.

3. En fin de liquidation, les associés, à la majorité ordinaire, statuent sur le compte de liquidation, le quitus de la gestion des liquidateurs et constatent la clôture de la liquidation.

L'actif net est partagé proportionnellement aux parts sociales.

4. Les règles concernant le partage des successions s'appliquent. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social. Tout bien apporté qui se retrouve en nature est attribué, sur sa demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux.

### **ARTICLE 31 - CONTESTATIONS**

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction compétente.

\*\*\*\*\*

\*\*\*

